Par autorité.

No. 92.—ACTE pour revoir et réduire le tarif des droits de justice des Greffiers, Shérifs et Notaires Publics, et pour d'autres objets.

SECT. 1ère. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale;* Qu'à dater du premier avril de l'année mil huit cent quarante cinq, les Greffiers de cour dans l'Etat auront droit à demander et à recevoir les honoraires suivans et pas d'autres, savoir :

Pour endosser et enrégistrer une pétition, dix sous.
Pour endosser et enrégistrer une réponse, dix sous.
Pour copie de tout écrit ou acte pour lequel il n'a pas été autrement ordonné, pour chaque cent mots, dix sous.
Pour citation y compris le sceau et le certificat, cinquante sous.
Pour copie de citation y compris le sceau et certificat, quarante sous.
Pour un ordre d'arrêt y compris le sceau, soixante et quinze sous.
Pour copie d'un ordre d'arrêt y compris le sceau, quarante sous.
Pour un ordre de fieri facias y compris le sceau, une piastre.
Pour un ordre de saisie y compris le sceau, une piastre.
Pour un ordre d'séquestre y compris le sceau, une piastre.
Pour une injonction y compris le sceau, soixante et quinze sous.
Pour un writ d'habeas corpus y compris le sceau et les procédures qui s'y rattachent, les Shérifs ou les Greffiers ne recevront aucune rétribution, excepté dans les cas civils, et alors les frais seront payés par la partie condamnée.
Pour un ordre de certiorari y compris le sceau, soixante et quinze sous.
Pour un writ de mandamus y compris le sceau, soixante et quinze sous.
Pour un writ de distringas y compris le sceau, soixante et quinze sous.
Pour un ordre de subpœna duces tecum y compris le sceau, soixante et quinze sous.
Pour un subpœna pour témoins y compris le sceau, quinze sous.
Pour copie de subpœna y compris le sceau et certificat, quinze sous.
Pour chaque writ de possession y compris le sceau, cinquante sous.
Pour chaque ordre de partage y compris le sceau, cinquante sous.
Pour notice de jugement y compris le sceau, vingt-cinq sous.
Pour chaque renvoi de cause, dix sous.
Pour une citation d'appel y compris le sceau et certificat, cinquante sous.
Pour chaque copie de citation d'appel y compris le sceau et certificat, quarante sous.
Pour un ordre d'amener des personnes devant la cour y compris le sceau, quarante sous.
Pour un ordre de venire facias dans chaque affaire devant la Cour de District, trente cinq sous.
Pour assermenter un jury, vingt-cinq sous.
Pour assermenter chaque témoin, cinq sous.
Pour enrégistrer un jugement définitif quelque soit le nombre des parties on ne pourra charger que pour un jugement, soixante et quinze sous.
Pour chaque jugement interlocutoire quelque soit le nombre des parties, trente sous.
Pour tout ordre de cour entré sur les minutes, pour lequel il n'a pas été autrement pourvu, quinze sous.
Pour copie des dits ordres y compris le sceau et certificat, vingt-cinq sous.
Pour recevoir et enrégistrer les retours de tous ordres, dix sous.
Pour enrôler une cause et l'appeler en jugement, dix sous.
Pour certificat et apposition du sceau de la cour et tous autres documens ou actes que ceux ci-dessus énumérés, trente sous.
Pour avis aux créanciers de débiteurs insolvables de se trouver à une assemblée, chacun dix sous.
Pour recevoir et enrégistrer un cautionnement dans toutes les affaires où la loi le requiert, cinquante sous.
Pour recevoir et enrégistrer un acte de transfert de propriété vendue par le shérif, pour chaque cent mots, dix sous.
Pour entrer satisfaction de jugement, dix sous.
Pour donner une commission pour l'examen de témoins, ou réponses aux interrogations y compris le sceau, une piastre.
Pour enrégistrer la pétition, la réponse et le jugement dans chaque affaire, pour chaque cent mots, dix sous.
Pour confession de jugement, quand aucuns papiers n'auront été délivrés par le Greffier, il sera alloué à ce dernier pour ses services, la somme de soixante et quinze sous et pas davantage.

Bien entendu, en outre, qu'en toutes affaires il aura droit à dix sous par chaque cent mots pour enrégistrer la pétition et autres documens.

SECT. 2me. *Il est de plus décrété, &c.*, Qu'à dater du premier avril mil huit cent quarante cinq, les divers shérifs de cet Etat sont autorisés à demander et à recevoir les honoraires suivans, et pas d'autres, savoir :

Pour notifier une citation, un ordre, à fin de cautionnement, un ordre de saisie ou un ordre de séquestre et rapport, deux piastres.
Pour notifier une citation à chaque défendeur et le rapport, une piastre.
Pour servir un subpœna ou sommation, par chaque témoin quarante sous.
Pour servir un mandat d'arrêt et rapport, une piastre et cinquante sous.
Pour droit de garde sur propriétés mobilières et esclaves, sur saisie, arrêt ou de toute autre manière légale, entre les mains du shérif à la discrétion de la cour, pourvu que les frais de garde et d'entretien pour chaque esclave n'excèdent pas vingt cinq sous par jour pour le temps qu'il seront sous sa charge.
Pour recevoir un cautionnement dans toutes les affaires où le shérif est requis par la loi de le recevoir et le notifier, cinquante sous.
Pour faire une saisie actuelle d'après un ordre de fieri facias et remise de fortis sans vente, une piastre et cinquante sous.
Pour retour d'un ordre de fieri facias, n'ayant pas trouvé de propriété, une piastre.
Pour exécuter un fieri facias ou ordre de saisie et pour effectuer une vente, sur les premières cinq cents piastres deux pour cent; sur chaque cent piastres au-dessus des premières cinq cents piastres jusqu'à mille piastres un pour cent; sur toutes sommes au-dessus des premières mil'e piastres un demi de un pour cent; *Bien entendu* qu'aucune commission ne sera allouée au shérif sur aucun fonds provenant de la dite exécution ou des dits ordres de saisie au-dessus du montant pour lequel les dits ordres ou exécution ont été lancés.
Pour chaque transfert de terres ou esclaves vendus sur exécution, qu'il y ait une ou plusieurs adjudications, une piastre.
Pour servir un writ de distringas et retour, une piastre et vingt cinq sous.
Pour servir des notifications pour mépris de cour et pour amener les parties en cour, une piastre.
Pour tirer au sort et convoquer le petit jury, une piastre.
Pour exécuter un venire pour grands ou petits jurys qui doivent être chargés dans chaque affaire, une piastre.
Les confessions de jugement sont exemptées de ces frais.
Pour notifier un writ d'habeas corpus y compris le rapport, une piastre.
Pour notifier les créanciers de débiteurs insolvables, de se rendre aux assemblées, pour chaque créancier, vingt-cinq sous.
Pour assister aux séances de la Cour Suprême par chaque jour, deux piastres.
Pour conduire un prisonnier d'une paroisse à une autre, à la discrétion de la cour.
Pour garder et nourrir un prisonnier à la geô'e par jour, vingt-cinq sous.
Pour conduire en matière civile un prisonnier à la geôle, une piastre
Pour fouetter une personne condamnée à ce châtiment, payable par la paroisse, une piastre.
Pour exécuter toute personne condamnée à la peine capitale, payable par la paroisse, vingt-cinq piastres.
Pour notifier tout ordre de cour non autrement prévu, cinquante sous.
Pour annoncer une vente faite par le shérif, quand c'est par écrit, pour chaque offre, par chaque cent mots, dix sous.

Que les divers shérifs et constables dans tout l'Etat auront droit de demander et recevoir cinq sous par chaque mille qu'ils devront nécessairement parcourir en allant et revenant pour servir tout ordre, et toutes les fois que les dits shérifs ou constables seront obligés de voyager sur l'eau, excepté dans les bateaux à vapeur, la rétribution sera double; mais cet item ne s'interprétera pas de manière à allouer seulement le mille que jusqu'à l'endroit et depuis l'endroit où le service des ordres a lieu jusqu'au siége de la cour, de laquelle le dit service des procédures sera émané, et dans aucun cas le dit millage ne sera accordé pour une plus grande distance que l'endroit où réside la personne à qui cet ordre est servi.

SECT. 3me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les divers greffiers et shérifs de cet Etat sont requis d'avoir constamment affichés dans leurs bureaux, des copies de ce bill de frais en anglais et en français, certifiées par le juge de district du district, et en défaut par eux de se conformer à cette section, ils seront passibles d'une amende de cinquante piastres par mois au profit de la paroisse, laquelle pourra être recouvrée par le jury de udice par devant toute cour de jurdiction compétente.

SECT. 4me. *Il est de plus décrété, &c.*, Qu'à dater du premier jour d'avril mil huit cent quarante cinq, chaque notaire public, conservateur des hypothèques et juges de paroisse agissant comme notaire public ou conservateur des hypothèques dans cet Etat, auront droit de demander et de recevoir les honoraires suivants et pas davantage, savoir :

Pour écrire des actes originaux de quelque nature qu'ils soient, y compris l'enrégistrement, par chaque cent mots, vingt-cinq sous.
Pour chaque apposition nécessaire du sceau et certificat, par chaque acte notarié, soixante et quinze sous.
Pour dresser copie de tous documens officiels, dix sous par chaque cent mots.
Pour approuver un acte sous seing privé, cinquante sous.
Pour sceller et certifier une copie, cinquante sous.
Pour enrégistrer un acte sous seing privé, dix sous par chaque cent mots.
Pour certificat et apposition de sceau à un acte sous seing privé, cinquante sous.
Pour enrégistrer des actes sous seing privé, lesquels actes ont été prouvés autrement que devant le juge de paroisse ou le notaire, dix sous par chaque cent mots.
Pour certificat d'hypothèque avec apposition du sceau, une piastre, et dix sous pour chaque cent mots après les premiers quatre cents mots.
Pour lever une hypothèque, une piastre.
Pour prendre caution, délivrer licence de marriage et enrégistrer la licence et le certificat de marriage, deux piastres.

Les parties à un acte notarié peuvent par une clause écrite dans l'acte, se dispenser du certificat d'hypothèque requis par l'article trois mille trois cent vingt huit du Code Civil de la Louisiane, et le notaire ou juge de paroisse en ce cas, ne pourra rien demander pour le dit certificat dont on se sera dispensé ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Pour l'enrégistrement d'un acte d'hypothèque au bureau du conservateur des hypothèques, par chaque cent mots, vingt-cinq sous.

SECT. 5me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les juges des Cours des Preuves, agissant comme greffiers de Cour des Preuves, que les greffiers de Cour des Preuves dans cet Etat, auront droit aux mêmes honoraires que les greffiers des Cours de District, ainsi qu'il est pour vu par ces actes, les dits honoraires ne devant être payés qu'une fois.

SECT. 6me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les juges de paroisse ou autres officiers, toutes les fois qu'ils procéderont à la preuve ou à l'enregistrement des testaments, à la nomination d'administrateurs, curateurs, tuteurs ou exécuteurs testamentaires, ainsi qu'à faire des inventaires ou ventes de propriétés appartenant à une succession, sont et demeurent autorisés à demander et recevoir les honoraires suivants et pas davantage, savoir :

Pour chaque confirmation ou nomination de tuteurs, curateurs, administrateurs ou exécuteurs testamentaires, une piastre et cinquante sous.
Pour copie des mêmes avec certificat et apposition du sceau, cinquante sous.
Pour apposer les scellés sur les biens d'une personne décédée intestat, deux piastres.
Pour enlever lesdits scellés avec procès verbal, une piastre.
Pour chaque ordre ou décret ordonnant un assesment des estimations, cinquante sous.
Pour chaque procès verbal, de ventes de terres et d'esclaves, une piastre et cinquante sous.
Pour apposer le sceau à tout acte quand la loi le requiert, vingt cinq sous.
Pour chaque heure que le juge sera obligé de consacrer à faire un inventaire, cinquante sous.
Pour preuve d'un testament, y compris le procès verbal, cinquante sous.
Pour enrégistrer tout acte, par chaque cent mots dix sous.
Pour examiner et assermenter chaque témoin, vingt sous.
Pour chaque ordre, vingt cinq sous.
Pour chaque audience y compris les assemblées de famille, une piastre.
Pour nomination d'estimateurs, soixante et quinze sous.
Pour prendre caution dans toutes les affaires, une piastre.
Pour copie de tous actes, par chaque cent mots, dix sous.
Pour toutes ventes de propriétés mobilières et immobilières, un pour cent sur toutes sommes n'excédant pas 2,000, et un demi pour cent sur toute sommes excédant 2,000.

SECT. 7me. *Il est de plus décrité, &c.*, Que le juge de la Cour des Preuves de la paroisse d'Orléans ne sera pas autorisé à faire l'inventaire ni la vente d'aucun bien dépendant de succession, mais qu'il accomplira les autres fonctions stipulées dans la section précédente, assisté du Register des Testamens, et que pour lesdites fonctions, il aura droit de recevoir la même compensation que celle allouée aux juges de paroisse, laquelle compensation sera également partagée entre ledit juge et le Register des Testamens : bien entendu, toutefois, que dans aucun cas le montant total des honoraires accordés au juge de paroisse en vertu de cet acte, n'excèdera pas trois pour cent du montant de l'inventaire de la vente.

Sect. 8me. Il est de plus décrété, &c. Qu'à dater de l'adoption de cet acte, tous les avocats des héritiers absents, ou personnes nommées par un ordre de Cour, verseront dans le trésor d'Etat dix pour cent sur le salaire ou honoraires à eux alloués pour représenter lesdits héritiers absens ou toute personne quelconque ; qu'il sera du devoir du juge allouant le dit salaire ou honoraire, de transmettre à la fin de chaque trimestre, au Trésorier de l'Etat, une liste des avocats nommés dans sa cour pour représenter les héritiers absents ou autres personnes, ensemble avec le montant des honoraires alloués auxdits avocats dans chaque affaire, avec un exposé sommaire des services rendus, et de la nature de l'affaire dans laquelle lesdits services ont été requis ; *Bien entendu* que les honoraires alloués par le juge, n'excèderont pas cinq pour cent sur les premières mille piastres recouvrées, et deux et demi pour cent sur toute somme au-dessus de mille piastres recouvrées.

SECT. 9me. *Il est de plus décrété, &c.*, Qu'il sera du devoir du Trésorier de l'Etat d'annexer à son rapport annuel une copie des tableaux sus-mentionnés, à lui adressés par les juges des diverses cours de cet Etat.

SECT. 10me. *Il est de plus décrété, &c.*, Qu'à dater du premier jour d'avril mil-huit-cent-quarante-cinq, le marshall de la Cour de Cité de la ville de la Nouvelle-Orléans, aura droit aux mêmes honoraires que ceux alloués aux shérifs par cet acte, pour services par lui rendus dans la Cour de Cité d'Appel de la ville de la Nouvelle-Orléans, et il aura droit aux honoraires suivants, pour services rendus dans les autres cours associées de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Pour servir une citation et un mandat d'arrêt pour dettes, cinquante sous.
Pour citer chaque témoin, vingt cinq sous.
Pour servir un ordre d'exécution pour dettes et retour, cinquante sous.
Pour vendre des propriétés en vertu d'un ordre d'exécution, cinq pour cent; *Bien entendu* qu'aucune commission ne sera allouée au marshall sur tous fonds provenant de tels ordres d'exécution, ou ordre de saisie, au-dessus du montant pour lequel lesdits ordres auront été lancés.
Pour servir un mandat d'arrêt et retour, cinquante sous.
Pour servir une sommation pour mépris de cour, et amener la partie en cour, cinquante sous.

SECT. 11me. *Il est de plus décrité, &c.*, Qu'il aura droit aux mêmes honoraires que ceux maintenant accordés aux shérifs, pour tels autres services dans lesdites cours inférieures, qui ne sont pas stipulés dans la nomenclature sus-mentionnée.

SECT. 12me. *Il est de plus décrété, &c.*, Qu'à dater de la promulgation de cet acte, la troisième section d'un acte intitulé : "Acte allouant des commissions aux jurés, et pour d'autres objets," approuvé le 24 mars 1823, soit et demeure abrogée, et que toutes autres lois fixant la taxe des droits de justice dans des affai es instituées dans aucune des cours de cet Etat, soient et demeurent *abrogées* ; *Bien entendu* que les dispositions de cette section ne s'étendront pas aux Cours de Cité de la ville de la Nouvelle Orléans, et aux Cours de Cité de la ville de Lafayette.

SECT. 13me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que si aucun des officiers mentionnés dans cet acte, présume pouvoir demander ou recevoir d'autres honoraires plus considérables ou plus élevés que ceux particulièrement énoncés dans cet acte, il sera passible, pour chaque offense, de rembourser le montant exigé en plus, et sera condamné à une amende dont la somme n'excèdera pas cinquante piastres, et ne sera pas moindre de vingt, recouvrable devant tout tribunal compétent, ou sur motion, devant la Cour de District ou de Paroisse, au profit de la paroisse.

SECT. 14me. *Il est de plus décrété, &c.* Que les dispositions de la quatrième section de cet acte ne s'appliqueront pas au conservateur des hypothèques dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ni aux conservateurs des hypothèques dans toutes les paroisses de cet Etat. Ci-il aux juges de paroisses agissant comme conservateur des hypothèques.

SECT. 15me. *Il est de plus décrété, &c.*, Que les dépenses de la Cour du Premier District Judiciaire et de la Cour de Commerce, et le salaire des juges des dites cours, fixés par la loi intitulée : Acte relatif aux dépenses du judiciaire dans la ville de la Nouvelle-Orléans et pour d'autres objets," approuvé le 29 mars 1843, et toutes les dépenses et salaires dûs par les dites cours depuis le mois de septembre 1844, seront payés de tous fonds du trésor de l'Etat non autrement affectés, de la manière prescrite par la loi en vigueur avant la passation de cet acte.

SECT. 16me. *Il est de plus décrété, etc.*, Que toute loi ou parties de lois contraires à la teneur et au sens de cet acte, sont et demeurent abrogées.

(Signé) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.

Approuvé le 10 Mars 1846.
(Signé) A. MOUTON, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

No. 93.—Acte pour accorder à William Keay le droit de déblayer le bayou Bédico dans la paroisse St.-Tammany et pour d'autres objets.

SECT. 1ère *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunisen assemblée générale;* Que William Keay de la paroisse St.-Tammany est et demeure autorisé à déblayer et enlever tous les embarras qui se trouvent sur le bayou Bédico, dans ladite paroisse, commençant aux moulins à scies, dudit Keay, et finissant à l'endroit où l'Ingénieur Civil a cessé ses opérations sur ledit bayou ; *Bien entendu* que rien de ce qui se trouve dans cet acte ne sera interprété de manière à entraver pour qui que ce soit la libre navigation dudit bayou.

SECT. 2me. *Il est de plus décrité etc.*, Que si aucune personne ou personnes obstruent, ou empêchent, d'une manière quelconque, la libre navigation dudit bayou Bédico, en y laissant tomber des arbres, ou autrement, elles seront passibles d'une amende de cent piastres, recouvrables devant toute cour de jurdiction compétente, au profit du dénonciateur.

(Signé) A. BOUDOUSQUIE, Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA, Président du Sénat.

Approuvé le 10 *Mars* 1846.
(Signé) A. MOUTON; Gouverneur de l'E at de la Louisiane.

AU MAGASIN FASHIONABLE,

Rue de Chartres, entre St. Louis et Conti, No. 132.

LES soussignés, ont l'honneur d'annoncer à leurs habitués et au public en général, qu'ils viennent de recevoir par les navires Constantine Dupuy, du Havre, les articles ci-après &c, qui, joints au bel assortiment qu'ils avaient d'apporter un de leurs associés en Europe, les mettra avant d'apporter un de leurs associés en Europe, les mettra avant d'apporter un de leurs associés en Europe, les mettra avant